

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
1^{er} au 7 avril 1999

10,00 F

Yougoslavie: la dictature des armes

MERCREDI 24 MARS, 20 heures, l'opération « force déterminée » contre la Yougoslavie a débuté. Des tirs de missiles de croisière partis de bombardiers et de navires de guerre américains déployés sur l'Adriatique, suivis de frappes aériennes ont détruit des objectifs militaires en Serbie, au Monténégro, au Voïvodine et au Kosovo. L'initiative européenne de Rambouillet qui cherchait une solution diplomatique au conflit kosovar a échoué. La solution guerrière promulguée depuis plusieurs mois par la bureaucratie américaine a été mise en place par l'OTAN faisant fi de la démocratie. En effet les raids ont commencé sans le feu vert de l'O.N.U., ni l'aval des parlements des nations qui participent à cette opération. Ce n'est que le lendemain, en simples vasaux, que Canada, Grande-Bretagne, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Espagne, France ont confirmé leur participation par les déclarations de leurs pouvoirs exécutifs. L'Assemblée nationale et les groupes politiques n'ont pu s'exprimer en France que le 26 mars. Ces mascarades confirment la nature des soit disant démocraties parlementaires. Il en fut de même pour l'O.N.U., ce machin à la solde du puissant qui mit en avant un article d'accord avec l'OTAN. Encore une fois, tout s'est passé au-dessus de la volonté des peuples. Mais comment en est-on arrivé à cette extrémité ?

L'échec de la conférence de paix

Avant la reprise de la négociation, la situation sur le terrain avait été aggravée par la radicalisation de l'U.C.K à travers les propos d'Adem Demaqi, la recrudescence des combats, et l'arrivée de blindés lourds de l'armée yougoslave.

Pourtant le lundi 15, la délégation des Albanais du Kosovo avec à sa tête Hashim Thaqi a officiellement fait savoir qu'elle acceptait le projet d'accord proposé à Rambouillet par la communauté internationale. Mais, les Kosovars l'avaient adressé en priorité à Mme Albright, secrétaire d'état américain sous forme de camouflet aux européens,

en isolant, ainsi Milosevic. Par ce geste, ils se sont tournés eux aussi vers les États-Unis et non vers l'Europe qu'ils suspectent de tiédeur à leur égard ainsi que d'inefficacité militaire. Or, c'est cette analyse qu'a toujours suivie le président serbe pour qui les États-Unis sont le seul pays négociateur qui comptait à ses yeux. Bafoué par l'attitude de la diplomatie étasunienne, isolé par le ralliement de ses ennemis, Milosevic s'est accroché à ses principaux arguments : Le Kosovo, berceau de la Serbie ne peut pas en être détaché; il n'y aura pas de troupes étrangères contre sa volonté, sur le sol de la Serbie. Il faut ajouter à cela les risques sérieux de dérapage en Bosnie depuis l'arbitrage international défavo-

de la farce. Dans ce contexte « l'obstination forcée » des missions américaines de Richard Holbrooke ne pouvait aboutir qu'à la guerre. Une guerre occidentale qui a déjà entraîné dès le premier jour l'opposition de nations à arme nucléaire comme la Russie, la Chine, et l'Inde.

Les conséquences du conflit

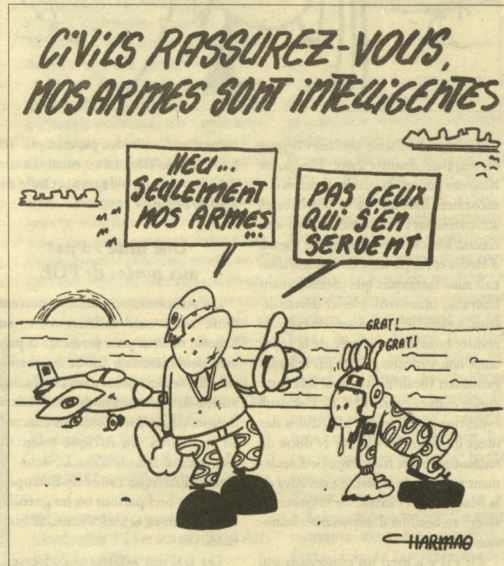
S'il fallait une intervention militaire contre la Serbie, pourquoi les États-Unis à la tête de l'OTAN ne sont pas intervenus plus tôt, lorsque ce pays était confronté à des conflits extra-territoriaux ? Les conséquences politiques

• Kosovo : Super Yalta
• a encore frappé

page 2

• OSF : une télé censurée

page 3



nable aux serbes sur la ville de Brcko. Dans des prises de positions diplomatiques en dents de scie, le pouvoir Serbe avait fait une proposition, vite reprise, d'accepter une certaine autonomie du Kosovo, garantie par la présence des casques bleus de l'O.N.U. Cette dernière parue insuffisante aux États-Unis, qui en obtenant l'adhésion de la délégation kosovar sous forme d'allégeance avait bloqué la stratégie de Milosevic. Cette démarche présentée comme un succès, s'est avérée un piège, qui pousse à un inévitable conflit, dont les Albanais du Kosovo pourraient être les dindons

d'une guerre, dans le schéma du monde actuel, sont très incertaines. En frappant pour la première fois un pays qui n'a ni envahi, ni menacé des territoires extérieurs, l'OTAN a pris le risque de créer un précédent qui peut entraîner dans le futur des conséquences multiples et dangereuses. Dans des zones comme l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie, l'Amérique du Sud où des minorités ethniques sont maltraitées, voire massacrées, voilà un nouveau prétexte de faire la guerre. De plus l'issue de cette guerre qui renchérit sur la guerre est des plus problématique. Tous ●●● page 8

EDITORIAL

Près de 10 000 personnes, venues de toute la France, ont battu le pavé parisien samedi 27 mars en solidarité avec les sans-papiers et leur lutte. Belle réussite dans un contexte où la lutte des sans-papiers ne fait plus la une des médias et où la gauche plurielle aimerait bien mettre un terme à cette affaire en étouffant toutes les insatisfactions et les derniers cris de rage, de révolte et d'espoir d'individu-e-s qui refusent de faire les frais de sa politique économique et sociale catastrophique.

De nombreux collectifs de sans-papiers ouvraient la marche. Collectifs autonomes, collectifs CGT, collectifs de la région parisienne ou nombreux collectifs de province comme par exemple celui de Perpignan. Venait ensuite le collectif des « Papiers pour tous » d'Île-de-France suivi d'Act-Up puis d'une multitude de drapeaux noirs et rouges et noirs agités par les cortèges successifs du Scalp, de la CNT et de la Fédération anarchiste. En effet, dans cette manifestation, les libertaires de tous poils ont tenu une place non négligeable voire même centrale par leur nombre et le reflet du soutien inconditionnel apporté aux sans-papiers, par les militants anarchistes présents sur l'ensemble du territoire, depuis le début de cette lutte. Notre organisation, la FA, regroupait une bonne part des libertaires présents avec plusieurs dizaines de personnes rassemblées dans notre cortège, a rappelé le combat des sans papiers et la solidarité nécessaire s'inscrivent dans une lutte plus générale pour la liberté et l'égalité relevant véritablement d'un choix et d'un projet de société. Enfin, quelques timides militants des verts et du PCF, quelque peu amnésiques par rapport à leurs responsabilités gouvernementales, défilaient dans des cortèges bien étriqués, au milieu de divers groupuscules d'extrême gauche, avant de laisser l'idylle électorale trotskiste LO-LCR fermer la marche.

Signalons aussi qu'à l'issue de la manifestation, à l'initiative des comités anti-expulsion, plus de 300 personnes ont occupées le siège de la compagnie Air France aux Invalides afin de dénoncer une fois de plus « Air France : air charter! ». Après deux petites heures d'occupation, les forces de l'ordre sont intervenues et ont interpellé près de 300 (!) manifestants. La plupart des ces derniers étaient heureusement relâchés dans les heures qui suivirent.

Loin des belles paroles des « personnalités » de gauche, même dite radicale, qui en réalité ne songent qu'à positionner et faire mousser leurs chapelles en perspective des élections européennes, il semble que la lutte des sans-papiers a encore de belles heures devant elle afin d'obtenir, sans concession, des papiers pour tous les sans-papiers. n'oublions pas que c'est dans la lutte et sur le long terme que les véritables solidarités s'expriment et que les pratiques militantes se forment. C'est seulement par l'auto-organisation et l'action directe que nous obtiendrons satisfaction.



ISSN 0026-9433 - N° 1158

M 2137 - 1158 - 10,00 F



Feb 2520

Super Yalta a encore frappé

CONTRAIREMENT AUX apparences, les puissances européennes et américaines ne se soucient que moindrement du peuple kosovar. La preuve en est qu'ils se désintéressent totalement, ou presque, de la situation d'autres peuples qui, dans le monde, subissent des atteintes liberticides ou des oppressions terribles: Afghans sous la botte des Talibans, Timorais encerclés par l'armée indonésienne, paysans et indiens du Chiapas victimes du joug mexicain, ou tant d'autres encore. Milosevic n'est pas plus despotique qu'un dirigeant chinois ou russe, qu'un Pinochet amnistié ou qu'un Khabila accueilli en grandes pompes. Et comme tant d'autres, Milosevic a été élu, grâce au contrôle des médias et à l'utilisation d'une police vigilante.

Déjà, les dirigeants répondent que ce n'est pas une raison, et que là, au moins, on ne peut pas leur reprocher de ne rien faire. Leur argumentation fait d'autant plus mouche que bien rares sont ceux, pas nous en tout cas, qui éprouvent de la sympathie pour le régime serbe. Et ils ajoutent: regardez la Bosnie, on nous a reproché notre passivité, nous avons compris la leçon, nous ne recommencerons pas, et donc nous agissons!

Un État dépecé

Nous payons là les fruits d'une passivité et d'un aveuglement qui remontent à quelques années. Dans ces mêmes colonnes, j'écrivais que tout le discours interventionniste en faveur des Bosniaques, qui agit par des intellectuels ayant prétendument trouvé leur nouveau Madrid 1936, qui partage par quelques hommes politiques d'autant plus va-t-en guerre que cela ne leur coûtait pas grand-chose, qui relayé par des médias complaisants, bref que toute cette propagande pseudo-humanitaire n'allait absolument pas servir aux Bosniaques, qu'il n'y aurait pas, de toutes façons, d'intervention militaire massive en Bosnie mais que, au contraire, cela préparait d'autres interventions en les légitimant par avance.

J'ajoutais aussi que, malgré les apparences encore, la question du Kosovo était différente de celle de la Bosnie et que, en tout cas, elle ne pouvait être que traitée d'une autre manière par les États.

En effet, la tragédie bosniaque s'est déroulée à l'intérieur d'un territoire et d'un État sans remise en cause de frontières internationalement reconnues. Bosniaques, Croates, Serbes, citoyens et paysans, chrétiens et musulmans pouvaient donc s'étriper à qui mieux mieux: tant que cela restait à l'intérieur d'un pré carré, les grandes puissances n'interviendraient pas. Pire, elles s'en sont réjoui car le démantèlement de la Yougoslavie, malgré tout héritière d'une certaine conception fédéraliste et autogestionnaire, idéale sur le papier mais inapplicable pour cause de totalitarisme marxo-titiste, a favorisé leurs intérêts respectifs. La prosopée slovénie a vite été arrachée pour grossir l'Europe blanche et bourgeoise, l'Allemagne a récupéré avec une joie à peine déguisée sa sphère d'influence dans la fameuse Mitteleuropa, la France a ramé pour garder son vieil allié Serbe et ses connexions russes, le Vatican a béni le retour d'une Croatie chrétienne et ultra-conservatrice dans son giron non moins conservateur et toujours anticommuniste, quelle que soit la couleur autoritaire ou libertaire du communisme en question.

Tout le monde a pu lancer des investissements dans un marché démantelé, socialement corvéable et économiquement prometteur, tout en vendant quelques armes et en signant des contrats pour la reconstruction des destructions.

François Hollande, premier secrétaire du P.S., peut bien verser toutes les larmes de crocodiles qu'il voudra pour nous faire croire qu'il regrette le bon temps de la grande Yougoslavie unitaire, fédérale et paisible, sans quoi tout cela ne serait pas arrivé, il oublie soigneusement la responsabilité de son propre parti. C'était au temps où son chef Mitterrand et son ami du Quai d'Orsay, l'auguste Roland Dumas, ne jouaient pas de leur influence pour contrer la décadence yougoslave.

Une indépendance refusée

Bref, quand le processus d'implosion de la Yougoslavie a commencé, les dirigeants européens n'ont pas bronché. Au contraire, ils ont salué le nouvel échec du (prétendu) communisme, ils ont

accélééré le processus de démantèlement yougoslave en reconnaissant pronto subito toutes les indépendances qui pouvaient se présenter. Toutes, sauf une: l'indépendance kosovar.

Ce refus est aisément explicable. D'une part la revendication kosovar se situe à l'intérieur de l'État serbe, ce qui le remet en cause, contrairement à l'État bosniaque déjà membre de la fédération yougoslave et dont les limites n'étaient pas en jeu. D'autre part le Kosovo était déjà susceptible de devenir une terre irrédente, c'est-à-dire réclamée par un pays voisin qui la considère comme faisant partie de sa nation, l'Albanie en l'occurrence. L'irrédentisme entraîne fatalement une remise en cause des frontières internationalement reconnues.

l'intangibilité des frontières tracées par les États, leurs vassaux et leurs colons. C'est d'ailleurs l'un des rares points où les actuels États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine soient tous d'accord! Et pourtant quelle héritage catastrophique sur le continent noir que le tracé de ces frontières. Quelles que furent les apparences de leur antagonisme, les deux grands - États-Unis et Union Soviétique - n'ont pas varié sur cette intangibilité, et même leurs fronts chauds n'ont pas dérogé à cet accord (Cuba, Corée, Vietnam). Tout débordement, tout passage de la frontière même, comme base de retrait ou comme sanctuaire, ont d'ailleurs conduit à des catastrophes dont les conséquences n'étaient pas forcément voulues par les grandes puissances,

Bien sûr, il s'agit aussi d'une nouvelle démonstration de force de la part de l'État américain, par exemple à l'encontre de l'Irak, de la Lybie ou de la Corée du Nord, de la Chine pourquoi pas. Mais il est non moins clair qu'il n'en avait pas vraiment besoin tant le rapport de force économique et géopolitique tourne en sa faveur depuis quelques années, indice Dow Jones à l'appui.

Nous faire pleurer en comparant le Kosovo à la Bosnie est donc au mieux une vision irreflexive, au pire une escroquerie visant à nous dupier. Au-delà de la tragique situation des Kosovars, pour lesquels les États occidentaux pourraient par exemple s'engager à ouvrir leurs propres frontières en cas de réfugiés - et là nous verrions la consistance de leur prétention humanitaire - l'engagement militaire occidental au Kosovo est lourd de conséquences. Non pas en risque de déflagration mondiale, avec des Russes sautant sur l'occasion pour contre-attaquer. Sauf erreur, ce scénario n'est pas plausible, la situation de l'État russe est trop catastrophique pour une telle opération qui, à des temps plus glorieux, a coûté cher dans un Afghanistan pourtant moins coriace a priori.

D'ailleurs, les États occidentaux n'ont pas manqué de prendre en compte ce paramètre et s'ils l'ont encouru c'était parce qu'ils savaient qu'il n'y a pas de danger. Non pas, de la même façon, en risque de propagation, avec d'autres puissances se jetant dans l'interventionnisme militaire: pourquoi pas un régime Serbe se portant au secours d'indépendantistes corse au cas où la revendication autonomiste dégénérerait en conflit armé? Au Pays basque, en Irlande, en Catalogne ou ailleurs? Mais là encore, cette hypothèse n'est guère plausible car les rapports de force ne vont pas dans ce sens-là. Même un Khadafi ou un Saddam Hussein hésiteraient à deux fois avant de tenter un coup pareil.

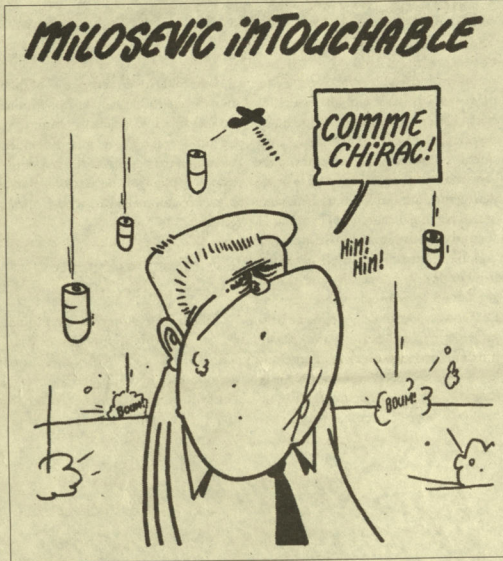
Par contre, l'opération militaire prouve que le nouveau pré carré européen doit être absolument inattaquable, et que l'État américain est d'accord là-dessus. Ordre de la démocratie blindée à l'intérieur du périmètre de Schengen, mise au pas en bordure! L'opération militaire confirme aussi, après les « soldats de la paix » (sic) et autres *Restore Hope*, que les États sont prêts à tout, y compris à marcher sur leur propre parlement, y compris en snobant l'O.N.U., pour faire la guerre. Ils avouent bien les limites de leur souci démocratique. Les palinodies cherchant à nous faire croire que la décision d'entrer en guerre a bien été prise démocratiquement seraient risibles si la situation n'était pas aussi triste.

Pour autant, réclamer une démocratisation de l'entrée en guerre ne changerait strictement rien - on en a vu des parlements voter des crédits de guerre et lancer les troupes, il n'y a pas si longtemps en France c'était pour l'Algérie - car cela ne toucherait pas le fond de la logique capitaliste et étatique.

Lutter contre la guerre, c'est lutter contre cette logique. C'est aussi lutter contre l'oppression des Kosovars par l'État serbe et contre l'oppression des Serbes par ce même État serbe, ou par un autre État d'ailleurs.

Et lutter contre la guerre, on peut le faire ici même, pas besoin de se rendre à Pristina.

Philippe Pelletier



Tant que l'Albanie subissait le joug du marxiste-maoïste Enver Hodja, les Kosovars pouvaient voir leurs droits élémentaires bafouer ou et leurs terres accaparées par l'État serbe, peu s'en souciaient. Mais le renversement du régime d'Hodja et l'apparition de régimes albanais aussi fantasques que prétendument libéraux, incontrôlables et déstabilisants, a modifié la situation. En outre, la révolte kosovar est passée de la résistance non-violente, prônée par le leader gandhien Ibrahim Rugova, à la lutte armée emmenée par l'UCK. Ces deux évolutions ont rendu plausibles des idées de Grande Albanie et donc de redécoupage des frontières, non seulement vis-à-vis de la Serbie mais aussi de la Macédoine et même de la Grèce où vivent en bordure d'importantes minorités albanaises.

Or s'il y a bien un consensus qui existe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et plus précisément depuis les accords de Yalta, c'est bien

comme au Cambodge par exemple. Tel fut l'ordre de Yalta, tel est encore l'ordre de « Super-Yalta » depuis la chute du Mur de Berlin.

Une mise au pas aux portes de l'UE

Les puissances occidentales doivent donc intervenir militairement au Kosovo, non pas pour permettre la paix mais pour maintenir l'ordre international. Elle veulent briser dans l'œuf toute velléité de contestation de celui-ci dans d'autres parties du monde, au Caucase, au Kurdistan, en Afrique orientale (Rwanda-Burundi-Zaïre), dans la Corne d'Afrique (Soudan-Ethiopie-Somalie), bref partout où les guerillas remettaient en cause les fameuses frontières.

Les frappes aériennes s'adressent autant aux pan-Albanais et à tous leurs imitateurs éventuels qu'au régime serbe lui-même. Ils ne concernent le régime serbe que pour forcer celui-ci à éradiquer la revendication pan-albanaise de la meilleure façon qui soit: en reconnaissant enfin un peu d'autonomie - mais pas plus! - aux Kosovars. Les leaders kosovars l'avaient compris, ils avaient finalement signé l'accord dit de paix. Milosevic qui a joué le matamore face à son opinion intérieure s'est fait tirer l'oreille.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

le monde **libertaire** Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Ondes Sans Frontières est de nouveau pirate!

Deux ou trois choses que je sais d'OSF...

C'ÉTAIT EN MAI, AU deuxième étage d'un immeuble réquisitionné. Une poignée de gens de bonne volonté, conglomérat d'énergies cristallisées lors du mouvement des chômeurs, œuvraient depuis plusieurs mois pour la création d'une télévision d'accès public. Pour une fois, il y avait de la poésie dans des statuts d'association: élargir le champ imaginaire et créatif, promouvoir l'accès public, l'émergence de nouveaux modes médias... Les propositions fusaient, parfois loufoques, parfois géniales. Effervescence, effervescence... Il y avait des anciens d'« Antenne un », comme Kiki Picasso, des pionniers de l'interactivité, comme Vandenborgh, des militants du mouvement social, les alternatifs, les undergrounds, que j'ai chroniqués dans « la télé de quat'sous », des indépendants, comme moi, qui me demandait, si je devais m'engager, et bien sûr, ceux du mythique Canal déchainé, collectif de critique des médias fondé au moment de la guerre du Golfe, que j'ai rencontrés lorsqu'ils filmaient à l'Odéon occupé par les intermittents du spectacle. L'un des fondateurs historiques, Christian, lance: « mais qu'est ce qu'on attend? Construire un émetteur ce n'est pas si cher et je sais qui peut le faire. » Celui qui pouvait le faire, c'était Alain Quicampoix, l'homme qui avait câblé son HLM en 1983. Aussitôt dit aussitôt fait, Christian et Jacques Elie avaient la somme, et nous voilà partis.

Les premiers pas d'OSF

Le 25 mai, OSF lance sa première émission: les gens viennent! Une vague d'enthousiasme nous submerge presque. Quelle soif de parole, quel besoin d'expression! Grâce au net, aux expériences interactives, une réelle recherche expérimentale se crée. Le CSA porte plainte, puis accorde une autorisation d'un mois. Coup d'arrêt, mais en septembre, il accorde 6 mois. L'interruption fut loin de faire l'unanimité. Il est vrai que le mois d'octobre avait un petit goût de ren-

trée saumâtre, et OSF a eu un peu de mal à se dégager d'une certaine rigidification, à éviter l'écueil qui guette souvent les médias dits libres: reproduire la télé qu'on critique, en moins bien, faute de moyens. Mais, conjugué à la « dictature de la liberté », le strict respect de l'accès public (aucune censure) permet à OSF de reprendre rapidement du poil de la créativité: les propositions d'émissions affluent de nouveau et performances visuelles, nuits de rap, nuits techno, cinéma indépendant, émissions sociales et politiques s'entrelacent. En un an, OSF a émis près de mille heures, réuni près de 80 bénévoles; oui, des bénévoles, parce que de l'argent, il n'y en a guère. Le ministère de la culture a accordé une subvention de 125 000 F. Pas de quoi payer les gens, pas de quoi même les défrayer tous. Une télévision, ce n'est pas comme une radio, ça coûte plus cher et ça prend plus de temps. Bref, ils nous laissent crever. Le couperet tombe jeudi dernier, pas de nouvelle autorisation! Quelques jours avant l'expiration, notre matériel, récupéré, prêté, est volé. Les fils du téléphone, cachés dans un placard, à un autre étage, sont arrachés! L'émetteur, dans un autre placard, à un autre étage, endommagé! Le courant électrique est sujet à des fluctuations curieuses: Gilles, un des fondateurs d'OSF, a été projeté de plusieurs mètres. On me dit coïncidences, moi les coïncidences j'y crois quand je fais des films surréalistes, là, j'appelle cela du sabotage. Alors ce soir là, au Chich kebab du coin, l'atmosphère ce n'était pas la joie. Il y avait Christian Bourdin. C'est l'auteur d'une œuvre que je ne peux définir, car elle éclate les formes connues. Tissée avec une caméra, disons stylo, c'est une chronique poétique, politique, qui capte aussi bien le quotidien social, que ces instants de surréalisme surgissant dans Paris, le populaire et la vie de quartier. Critique des médias, cette œuvre vivante, dont la démarche n'est pas sans évoquer Vertov, est constamment réécrite, mixée au fil de l'événement, entrelaçant imaginaire, rêve, humour, et Umour, mises en situation, performances et

réflexion politique. Poétique de l'instantané, elle était mixée en direct sur OSF... aussi.

La liberté d'expression censurée

Voici quelques propos de tables glanés, à bâtons rompus, un soir où on n'était pas gai: « Il y a une volonté que cela n'existe pas, volonté de l'État. Mais est ce qu'il y a en France de véritables forces pour défendre un média indépendant? Les positions sur l'accès public ne sont pas déterminées. Il n'y a pas de volonté poli-

soient à la fois bricoleurs, pointus, artistes, et faire le raccord avec le mouvement social, parce qu'on était engagés dedans effectivement. Ça aurait pu se faire en 1995, il y avait tout pour le faire. On émettait de la Maison des Ensembles, il y avait un élan. Mais le mouvement social n'a pas compris. Ils voulaient alerter les médias classiques et ils ne se souciaient pas de voir une télévision qui fasse autre chose. À Hourtin, j'ai posé la question des maisons de la cyberculture au ministre. Elle m'a répondu: on fera ça avec des maisons de jeunes. Ce qu'ils veulent,

c'est quelque chose comme SOS racisme avec un peu de nouvelles technologies, internet, les réseaux de gauche rose classiques. et que ça se calme dans les banlieues. Ceci dit j'ai été surpris ici par les nuits rap. Plus personne ne pouvait faire de concerts rap à Paris. Les rappers sont venus des nuits entières à OSF, ils se donnaient à fond, rien n'a disparu. Et par rapport à l'accès public, il faut bien considérer tout de même qu'il y a une énorme demande: je l'ai vu à Aligre, dans des bars populaires, comme on dit, quand on y mettait la télé et l'émetteur il n'y avait aucun problème.

Il y a une demande parisienne populaire authentique. « Bocal » a bien capté cela. Je ne comprends pas que le CSA leur ait refusé l'autorisation car c'était leur première demande. D'ailleurs d'après notre avocat, rien dans la loi ne stipule qu'on ne peut renouveler une autorisation temporaire. Je pense qu'il a raison, mais il y a quand même un arrêt du conseil constitutionnel un peu jésuite qui dit en substance: s'il y a plusieurs autorisations temporaires, ce n'est plus temporaire, donc c'est anticonstitutionnel.

Mais il y a l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'Homme: une autorité administrative ne peut limiter la liberté d'expression. En cour de justice européenne c'est gagné. Mais combien de temps et combien de sous on aura perdu d'ici là?

Michèle Rollin

Dernière minute: l'émetteur est réparé bien qu'il émette désormais en noir et blanc. OSF reprend ses émissions avec du matériel prêté qu'on replie tous les soirs.



En bref

■ La Faïlle, bimestriel anarchiste grenoblois, vient de sortir son n° 14. Vous pouvez le commander ou vous abonner (60 F/an) à l'adresse suivante: LAP, La Faïlle, BP 2301, 38033 Grenoble Cedex 02.

■ Une librairie anarchiste à Montpellier? Une souscription est lancée: chèques (ou prélèvement automatique) à l'ordre du C.D.P.L à adresser à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.

■ Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence le premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

tique. Il y a un sentiment très anti-média à gauche et à l'extrême gauche, une véritable diabolisation. Historiquement, ça s'est passé à San Francisco. En fait, le 1er accès public, c'est en 69 à New York. C'était vraiment expérimental et vidéo art. C'était un accès public artistique. En 1983, ça rebondit. Les câblo-opérateurs étaient en passe de se trouver en abus de position dominante, ils ont négocié avec les mouvements sociaux, le mouvement gay et lesbien, ils ont équipé les studios, dépensé des sommes folles. Ils ont ouvert des canaux d'accès libres sur la base américaine: premier arrivé premier servi. Mais ça c'est une culture américaine. En France, il n'y a pas eu de conjonction car le câble a pris du retard. Quant au hertzien, il y a eu « Antenne un » en 83. Ce sont des militants du même bord qu'aux États-Unis de la même mouvance que les radios libres, mais ça n'a jamais trouvé de relais politique. » Mon point de vue, c'était plus multimédia qu'accès public télé. Je me plaçais à un niveau d'engagement créatif et politique multimédia, internet, radio, télé. Je souhaitais qu'on monte des maisons de la cyberculture, comme Malraux avait monté des maisons de la culture. Je voyais le retard qu'on avait sur les autres pays, et je me disais c'est la dernière chance, contacter des gens qui

Faits d'hiver God save the Queen!

Sa majesté impériale (elle a été impératrice des Indes) la reine mère du Royaume-Uni continue, malgré ses 99 ans, à rouler carrosse et à mener grand train. À tel point que malgré une fortune personnelle estimée à 260 millions de francs et une dotation annuelle que lui verse le gouvernement britannique de 6 millions de francs, elle a actuellement un découvert bancaire de... 40 millions de francs.

Est-il besoin de le préciser, la banque n'envisage nullement de faire des misères à sa royale cliente pour une peccadille pareille. Les têtes couronnées n'ont-elles pas toujours dépensé sans compter et les manants n'ont-ils pas toujours réglé l'addition?

Les manants, justement, n'apprécient cependant que modérément les frasques de leur souveraine et murmurent qu'il est quelque peu shocking qu'une vieille dame puisse ainsi jeter l'argent public par les fenêtres quand d'autres vieilles dames sont obligées de dormir dans les couloirs d'hôpitaux étranglés par les restrictions budgétaires.

Mieux (ou pire), le prince Charles en personne, son petit fils préféré, manipulé à l'évidence par ces bolcheviks de travailistes, n'envisage rien de moins que de la mettre au pain sec et à l'eau en désarmant le yacht royal « Britannia », en la virant de son palais de Clarence House pour l'installer dans un vulgaire appartement du palais de Saint-James, en licenciant (comme des ouvriers) les trois quarts de ses majordomes, jardiniers, chauffeurs et autres valets, en vendant certaines de ses automobiles, en réduisant ses dépenses de garde-robe...

Disons le tout net, à l'heure où de vulgaires présidents de République et autre président de Conseil constitutionnel socialiste surfent sur l'impunité et s'en mettent plein les fouilles, tout cela est intolérable et les anarchistes n'hésiteront donc pas à appeler à la grève générale insurrectionnelle pour empêcher une telle ignominie et, histoire de défendre une pauvre veuve lâchement attaquée par ces faux culs de bourgeois sans foi ni loi, à pousser leur célèbre cri de guerre: « Dieu sauve la reine »

Jean-Marc Raynaud

Quand le tribunal conteste les lois de la République...

Le 17 mars dernier, la 24^e chambre du Tribunal de Grande Instance énonce que l'interdiction de manifester, prise par le préfet de police de Paris, afin de prévenir tout trouble à l'ordre public, est « illégale ». En d'autres temps et d'autres lieux, nous pourrions nous réjouir.

Or, c'est selon la loi Neiertz, votée le 23 décembre 1992, que la décision fut prise. En effet, cette loi institue comme délit toute entrave à l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.), soit du fait de la perturbation à l'accès aux établissements pratiquant l'I.V.G. ou la libre circulation des personnes à l'intérieur de ces établissements, soit du fait de l'exercice de menaces ou d'actes d'intimidation à l'encontre des personnels médicaux et non médicaux ou des femmes venues demander une I.V.G. Ce n'est donc pas une loi anti-constitutionnelle qui méprise le droit de manifester: ce n'est qu'une loi qui vise à préserver le droit à l'I.V.G., les personnels hospitaliers conservant toujours le droit de manifester si bon leur semble dans l'enceinte ou aux abords de l'établissement de santé à la seule condition que leur action n'ait pas pour objet celui d'entraver l'exercice de l'interruption volontaire de grossesse.

Par la décision du Tribunal, Xavier Dor et le général Gildas Dyèvre, organisateurs des deux rassemblements devant la clinique Jeanne-d'Arc, les 12 décembre 1998 et 19 janvier 1999, exultent! Ils sont officiellement autorisés à renouveler leurs manifestations de croisés de l'ordre moral, de grenouilles de bénitier et de fascistes de tout poil: ce qu'ils font en toute impunité depuis près de 10 ans en France. Aucune condamnation de Xavier Dor ne fut exécutée à ce jour.

Ainsi va la justice de ce pays, expulsant par charters les travailleurs sans papiers, laissant divaguer ceux qui bafouent un des droits fondamentaux des femmes, celui de disposer de leur corps.

Hélène Hernandez. - groupe Pierre-Besnard (Paris)

Une manifestation anti-IVG sauvée par la force publique

Samedi 27 mars, Xavier Dor et gang remettaient le couvert à la clinique Jeanne d'Arc, pensant sans doute que la manifestation de soutien aux sans-papiers retiendrait leurs adversaires ailleurs. Nous étions pourtant une bonne cinquantaine à les attendre de pied ferme à leur point de rendez-vous habituel. A tel point qu'ils durent faire appel aux gendarmes mobiles pour les escorter jusqu'à la clinique, bannières à fleur de lys au vent...

Alors que la loi Neiertz interdit toute manifestation de ce genre à proximité d'un établissement hospitalier, les croisés de l'ordre moral avaient en effet obtenu l'autorisation de manifester, pendant que les défenseurs des droits des femmes, n'ayant déposé aucune demande de rassemblement, se faisaient disperser violemment.

La justice ayant manifestement choisi son camp, reste à savoir si les 15 militants interpellés et relâchés ensuite feront l'objet de poursuites, et surtout si cette situation ubuesque se reproduira la prochaine fois.

Guillaume, groupe Louise Michel (Paris)

Quand les fascistes s'invitent dans nos quartiers

18 mars. Des camarades antifascistes du 11^e lisent dans la presse brune que Pierre Vial, mégretiste, élu FN-Rhône-Alpes a loué en douce, l'Espace Voltaire au nom de l'association « Terre et Peuple ». Le jour de la naissance d'Hitler, il avait déjà organisé un hommage à M. Augier, engagé Waffen SS, relayant les théories nazies d'A. Rozenberg. Nous profitons d'un colloque sur le PACS à la mairie du 11^e pour prévenir les élus du quartier. Ils promettent d'interdire la tenue de la réunion. Personne n'est dupe.

Dimanche matin, les fachos sont bien là, le colloque a lieu. Radio libertaire et Radio Tam-tam ont bien fonctionné: nous sommes une centaine devant l'Espace Voltaire.

Dix fois plus de flics! Le baillieur de salle nous explique qu'il ne fait pas de politique... Il y a 3 ans, il y a pourtant reçu J-M Le Pen! Même jour, dans le 12^e, un copain d'Alternative libertaire se fait taper sur la gueule. Dans le 20^e, un copain du Scalp se fait agresser.

27 mars. Les fachos accompagnent en force Xavier Dor, à la clinique Jeanne d'Arc (13^e). Escortés par les CRS. Donc agréments par Chevenement. Six copains sont interpellés... Les loups sont de retour sur Paris et la région parisienne.

Claaaaaah FA Paris-Bastille.

abonnez-vous!

L'eau bretonne en péril 8000 personnes manifestent à Pontivy

LE 21 MARS DERNIER, AVAIT LIEU à Pontivy un « rassemblement pour l'eau pure », à l'appel du mouvement « Cohérence » (qui réunit à lui seul plus de 50 associations). Or plus de 8000 personnes ont répondu à l'appel, et se sont retrouvées au centre de cette Bretagne qui bat des records de pollution agricole...

Il est vrai que quand on fait cuire ses légumes à l'eau de source ou qu'on panique parce que son enfant a bu trop d'eau du robinet, ça rend vite la mobilisation... On s'interroge forcément sur le pourquoi de cette catastrophe écologique, on perd rapidement confiance dans des compagnies privées qui font payer de plus en plus cher une eau de moins en moins potable, et on met en doute la volonté de contrôle d'un État qui finance à outrance l'agriculture intensive.

Sur les 8000 personnes présentes beaucoup se réclamaient d'un courant « écolo », au sens large, défendant une agriculture alternative mais prônant trop souvent le retour à « un État fort » garant des intérêts des consommateurs.

Le rassemblement avait donc un côté « dimanche en famille », fleur à la bouche... fleurs que chacun était d'ailleurs invité à jeter à l'eau en passant sur le pont enjambant « le Blavet ».

Pour notre part, on aurait bien f... à l'eau un responsable de Vivendi, ou de la F.N.S.E.A. ou Voynet, ou le

préfet d'Ille-et-Vilaine (qui a donné son accord à l'implantation de plus de 150 installations hors 150 en une année)... mais on les a pas vus...

À défaut les anarchistes présents ont pu faire passer leurs revendications pour une eau pure et gratuite, gérée par les usagers sans souci de profit: pour un service public libertaire donc! Poser le problème de la gestion de l'eau, c'est remettre en cause le système productiviste capitaliste: nombreuses sont les per-

sonnes qui en prennent conscience et passent de « la saine révolte des consommateurs » à des revendications radicales sur l'appropriation des ressources naturelles.

Comme nous le scandions, avec toute la finesse littéraire qui nous caractérise, « Ni Dieu ni-traites... ni technocrates »...

Tina Simone. - groupe de Nantes, pour l'Union Régionale Bretagne de la F.A.



Pour un service public libertaire

EAU, TRANSPORTS, SANTÉ, ÉDUCATION, LOGEMENT, culture, système bancaire, etc. Si la notion de service public est au cœur des principales luttes de ces dernières années (depuis novembre-décembre 1995), c'est bien parce qu'elle est porteuse d'égalité sociale, n'en déplaise aux bourreurs de crânes du libéralisme.

Dans une civilisation qui se dit évoluée, les services publics (donc non marchands, universels, d'accès libre) sont un droit inaliénable. Ils garantissent l'égalité des citoyens et sont facteurs d'entraide sociale. Ils touchent toutes les activités indispensables à la vie en société: l'éducation, le logement, la santé, les transports, l'accès aux communications, mais aussi la gestion de la ville (au sens large), la gestion des ressources naturelles, la distribution alimentaire, de l'énergie, etc.

La fin des services publics?

Pour les anarchistes, la différence entre État et service public est fondamentale. Ce n'est pas la qualité du « propriétaire » qui nous importe (capitains privés ou d'État), mais la fonction d'utilité sociale pour la population. Aussi, si nous combattons la privatisation ou l'introduction du capitalisme dans le secteur public, nous ne menons pas pour autant une campagne pour la re-nationalisation de ces services. Nous prônons la socialisation des moyens de production, donc du service public.

Un service peut très bien être détenu par l'État (ou une collectivité locale) et se donner comme objectif de fonctionner selon les critères d'une entreprise privée: faire des profits, c'est-à-dire mettre en avant la rentabilité financière sous couvert de modernisation. Nous n'en connaissons que trop d'exemples, de la Poste aux Universités! Ce n'est plus un cas d'école, mais déjà la réalité: combien de dirigeants des services publics tentent-ils des opérations marketing vers des usagers renommés « clients »? On parle alors « d'écoute du client » mais en ne prenant en compte que les consommateurs rentables. La logique gouvernementale est d'imposer la rentabilité financière aux services publics, de faire payer le citoyen

et d'imposer aux salariés une remise en cause de leurs conditions de travail. Notre volonté est de mettre le citoyen au centre des préoccupations du secteur public afin de définir son action en fonction de nos besoins et non de ceux du capitalisme ni de l'État.

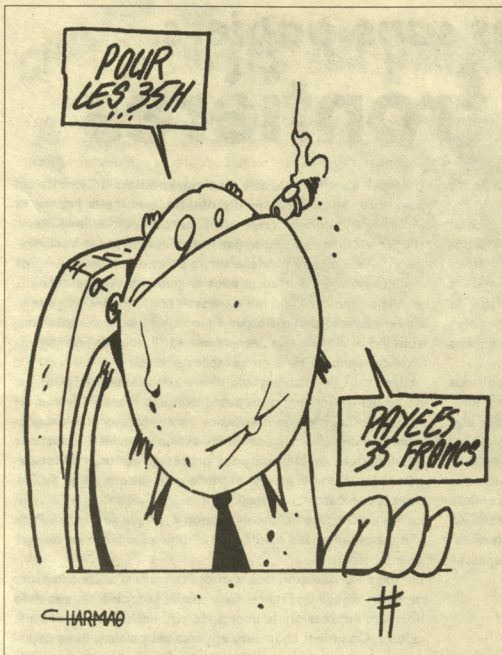
L'égalité, c'est la gratuité

À la question: « quelle est la revendication immédiate qui permet de donner un sens libertaire au service public? », la réponse est rapide et claire: la gratuité. Les anarchistes le disent depuis le début, il n'y a pas de liberté pour les individus sans égalité. Il n'y a pas non plus d'égalité des droits sans égalité sociale. Or dans le cadre du système capitaliste, la gratuité est la seule garantie d'égalité. C'est donc à nous d'imposer aux principaux bénéficiaires du capitalisme qu'ils payent pour tous les usagers l'eau, l'éducation, la santé, les transports publics, les télécommunications... Déjà aux États-Unis les télécoms offrent la communication « locale » gratuite. Le gouvernement Italien a mis ce point à l'ordre du jour. Qu'attend France-Télécom? Comme d'habitude, cet ancien service public s'occupe plutôt de ses gros clients (les entreprises - Intranet - et les communes), et non des usagers. Les réseaux existent et sont déjà rentabilisés par les transmissions professionnelles: les communications gratuites pour les usagers sont supportables dès maintenant par France-Télécom. A nous de l'imposer, comme nous devons imposer l'éducation vraiment gratuite, mais aussi l'eau potable et gratuite pour tous...

Le service public, c'est de l'eau pour tous, le service au public, c'est des de l'eau gratuite et de qualité pour tous, le service d'utilité sociale, c'est quand l'eau est gratuite et de qualité, en faisant payer les multinationales fabricantes de pesticides et en virant les politiciens qui, au nom de l'aménagement du territoire, transforment la Bretagne en une mare de nitrates. Il est temps de débarrasser le service public des politiciens, donc de l'État et de la logique de rentabilité financière, donc du capitalisme!

Union régionale bretonne de la Fédération anarchiste

Pour une réduction du temps de travail, massive et sans concessions !



LA REVENDIGATION DE LA réduction du temps de travail avait porté ses fruits lorsque le rapport de force était en faveur des salariés. En 1936, il y avait plus de 1200 entreprises en grève, et sous la pression du mouvement ouvrier, le pouvoir instaurait les 40 heures, sur cinq jours dans la majorité des cas. Actuellement, la réduction du temps de travail n'est plus impulsée par les salariés.

Une loi faite pour les patrons

Elle est présentée comme une réponse au problème du chômage, avec un vieux fond de morale chrétienne : « partagez » votre travail entre vous, autrement dit : acceptez de baisser vos salaires au nom de la sacro-sainte « solidarité nationale... » et laissez les riches dormir tranquilles !

L'Etat n'a qu'un seul objectif : gérer la réalité économique mondiale et les inté-

rêts du patronat. Ainsi, le financement de la réduction du travail, dixit Martine Aubry, ne doit rien coûter à l'employeur qui doit même y gagner : en accroissant la productivité de « ses » employé(e)s, en utilisant plus longtemps les équipements, en bénéficiant d'abattements importants et en pratiquant, de surcroît la modération salariale... Le gouvernement tient également à ce que ces aménagements du temps de travail soient débattus au cas par cas. Martine Aubry a clairement affiché sa préférence pour la négociation entreprise par entreprise, là où le rapport de force est, bien évidemment, le plus favorable à ceux qui nous exploitent. Avec la casse des conventions collectives, c'est la remise en cause des faibles acquis obtenus jusque-là.

Bref, les résultats de la loi Aubry, nous les connaissons ; des baisses ou des gels de salaires, des pauses supprimées, des journées pouvant faire dix heures mais aucune « heure sup » payée (c'est la magie de l'annualisation !), le travail le

samedi et le dimanche, des congés pris n'importe quand etc. Ce qui n'empêchera pas les patrons de monter leurs boîtes dans les pays où la main-d'œuvre est encore moins chère !

Pour une réduction du temps de travail massive et sans concessions

Le gouvernement organise aussi une offensive sans précédent contre les travailleurs de la fonction publique : ces « salauds de fonctionnaires » qui voudraient eux-aussi les 35 heures alors qu'ils flânent toute la journée... ! Là encore (avec le rapport Roché) le pouvoir cherche à nous diviser. Il cherche aussi à casser tous les services publics d'utilité sociale. Cela n'est pas sans rappeler les discours fascistes sur les « sauvages », désignés comme responsables de tous les maux, ce qui évite de parler du sort réservé à ces jeunes : emplois précaires, intérim, emplois-jeunes, CES... Quel avenir !

La loi Aubry (plus la seconde loi qui se prépare pour la fin 1999) est une possibilité supplémentaire pour les patrons de se remplir les poches. Mais, plus grave que cela, c'est une attaque qui veut briser toute résistance des salariés aux lois dictées par le système capitaliste.

C'est pourquoi nous devons nous unir, salariés, chômeurs, précaires, étudiants, lycéens et sans-papiers, fédérer nos luttes pour construire un mouvement révolutionnaire et libertaire. C'est sur nos luttes et elles seules que nous devons compter et non sur un gouvernement, de droite ou de gauche. Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Groupes Kronstadt

Chômage, mon amour

ON A BEAU LEUR RÉPÉTER AUX nostalgiques des trente dites glorieuses, aux nostalgiques des périodes d'après-guerre, le plein emploi, le boulot à vie, c'est fini, ils ne nous écoutent pas.

Par contre, ils continuent à nous « conseiller » qu'ils disent, à nous hurler aux oreilles oui, ce qu'on doit faire de nos vies... S'il est tout à fait légitime de s'intégrer de la sorte quant à ces tentatives (qui très souvent aboutissent malheureusement) de spoliation de notre autodétermination, il est intéressant de chercher à comprendre le pourquoi du comment de « ce qu'il vous faudrait c'est une bonne guerre ».

Dans une famille prolétaire, voire sous-prolétaire, plutôt que d'être au chômage, il vaut mieux chercher du travail à tout prix. N'importe quel travail à n'importe quel prix. De toute façon, c'est bien connu, quand

on cherche réellement, activement (terme cher aux organismes de pression/contrôle tels les ASSEDIC) du travail, on finit forcément par en trouver. Donc on choisit cette option-là et on part, le CV à la main et le sourire figé, faire du porte à porte, histoire de démarcher activement des entreprises et même des forums de l'emploi, dans l'unique optique de gagner notre pain à la sueur de notre front.

Soit on choisit de choisir notre vie. Et c'est là que les problèmes commencent. Envisager une formation professionnelle, qualifiante tant qu'à faire, autrement que dans un but de rentabilité économique (« cette branche de métier est en pleine expansion, il y a des débouchés... ») ne sera qu'un ensemble de péripéties toutes plus démoralesantes les unes que les autres.

Oui, c'est un luxe de vouloir choisir ce qu'on veut faire de notre peau. Et la plupart des missions locales,

PAIO, ANPE et autres conseillers d'orientation ne sont là que pour nous le rappeler et pour nous faire rentrer dans le moule humain, uniforme et rentable du capitalisme. De plus, l'opposition artificiellement créée et entretenue dès le plus jeune âge, entre manuels et intellectuels ne fait que pérenniser cette logique de rentabilité sociale et humaine.

C'est pourquoi, face à autant de pressions psychologiques, une déstructuration intellectuelle peut

pointer le bout de son nez et aboutir, dans certains cas, au suicide.

Alors, chômeurs, précaires et autres pseudo paumés de la vie, prenons nos affaires en main. Notre vie n'appartient qu'à nous. Ne laissons pas les autres décider à notre place. Pour une éducation permanente et totale, manuelle et intellectuelle, artistique, sociologique, économique... Pour l'égalité sociale et économique.

Anne-Sophie. - groupe Kronstadt

Hallucinations politiciennes

LE 8 FÉVRIER, M. NAUDI, MAIRE DE TARASCON ET président du Conseil général, déclara à la presse que « l'équilibre ariégeois était menacé ». M. Naudi précise que « le budget social est en passe de prendre le pas sur le budget de l'investissement, ce qui est une dangereuse dérive » dans un département comptant 33% d'inactifs.

M. Naudi annonce une hausse de 18% de Rmistes « d'une année sur l'autre » sans toutefois donner le pourcentage de Rmistes par rapport à la population de l'Ariège où des 33% d'inactifs.

Cela lui permet de mettre en cause toutes les personnes venant s'installer en Ariège en les rendant responsables de cette « dérive budgétaire ».

Les « mutants indésirables »

M. Naudi n'hésite pas à parler de « d'invasion », de « mutants indésirables des cités, de populations sans repères sociaux et en errance ». Selon lui, « ce flux migratoire est un élément perturbateur ». Enfin, il assène : «... par ailleurs une part de l'impôt prélevé est en partie consommé par des gens qui ne paient pas l'impôt. Or l'impôt est un élément de justice » !

La Gazette Ariégeoise du 12 février 1999 titre : « le phénomène des « réfugiés économiques » inquiète le président du conseil général ». La rédactrice de l'article, après avoir précisé que le « département doit faire face à une demande d'aide sociale de plus en plus pressante » (paroles de Naudi), écrit : « Or, cette demande n'est pas le fait des Ariégeois, mais d'une population qui vient s'y réfugier (comme à l'époque elle se réfugiait sur les régions de la côte méditerranéenne) ».

M. Naudi, quant à lui, achevait sa déclaration de presse en concluant que l'Etat devrait accorder plus d'aides aux départements pauvres « sujets à ce type de flux migratoire », en per-

sistant dans la présentation des faits plus que malsaine.

Une fois de plus, nos politiciens, non contents de gérer une société d'exploitation capitaliste qui jette les gens à la rue en les privant de toute possibilité de travail et de revenus décents, s'acharnent sur les plus pauvres d'entre eux.

Les boucs émissaires

Le coup est porté, les boucs émissaires désignés et la grande farce de l'identité territoriale redéployée afin que les haines les plus primaires se focalisent sur « l'étranger au terroir », sur les dits « mutants », les indésirables, du moins s'ils ne sont pas porteurs de vie économique et de rentabilité !

Les hommes politiques jouent systématiquement avec les réflexes identitaires et ne cessent d'inventer de nouvelles classifications, rejetant des individus ou des populations hors du champ humain en risquant de rejoindre le passé bourbeux des théories de la sous-humanité.

Nous connaissons les sociétés en mutation, les mutations dues aux produits chimiques ou nucléaires mais la « mutation humaine » décrite par M. Naudi relève de l'hallucination politicienne dont les militants du Front National sont fréquemment atteints lors de délirés vocaux incontrôlés ou sciemment calculés...

Ce même 8 février se tenait également une réunion rassemblant à la même tribune M. Naudi, M. Jean-Louis Chauzy, président du conseil économique et social régional, ainsi que le préfet, afin de mettre au point les axes de travail avant la signature du 4e contrat État-Région. Toujours selon la même rédactrice de la Gazette, M. Naudi déclara « qu'il n'était pas question de balkaniser l'Ariège, pas question de travailler dans l'anarchie ».

Ghost (Ariège)

Politiquement incorrect
libertaire
hebdo de la Fédération anarchiste
chaque jeudi dans les kiosques

Radicalement antifasciste
libertaire
hebdo de la Fédération anarchiste
chaque jeudi dans les kiosques

Résolument antimilitariste
libertaire
hebdo de la Fédération anarchiste
chaque jeudi dans les kiosques

Complètement anticlérical
libertaire
hebdo de la Fédération anarchiste
chaque jeudi dans les kiosques

farouchement anticapitaliste
libertaire
hebdo de la Fédération anarchiste
chaque jeudi dans les kiosques

Autocollants en vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amélot, 75011 Paris.

15 F les 50 exemplaires. (chèque à l'ordre de Publico)

Journée européenne pour les sans-papiers Une Europe sans frontières

AL'APPEL DE NOMBREUSES ORGANISATIONS LA MANIF EUROPÉENNE du 27 mars devait être l'occasion d'un grand rassemblement européen pour exiger un changement radical de la politique migratoire de l'ensemble des pays appartenant à l'Union Européenne. Elle s'est faite sans 3.000 les Italiens et sans-papiers albanais, ainsi que les quelques militants français venus les soutenir à Vintimille. Le mouvement italien des « Invisibles » (très actifs dans les centres sociaux) a décidé d'affréter un bateau au départ de Valona (Albanie) convoyant une délégation de la société civile albanaise. Cette délégation revendique la mise en place d'un centre d'accueil en Albanie, structure qui serait financée par l'Union Européenne afin de permettre à tous les réfugiés d'entrer de manière légale en Italie, donc dans l'espace Schengen, et d'éviter ainsi de tomber entre les mains des réseaux mafieux qui « gèrent » très fréquemment les passages à la frontière.

Ainsi le 26 mars, 3.000 personnes (une très large majorité d'Italiens militants d'extrême gauche, la délégation albanaise, et des sans-papiers) ont rallié Vintimille par quatre trains spéciaux mis à disposition par les autorités italiennes. La pratique des trains gratuits, imposée par la lutte sociale, est courante en Italie. Les militants refusent de fournir leurs papiers par solidarité.

A l'appel d'AC! 13, le Comité anti-expulsions Marseille et le Scalp Marseille, et après de nombreux contacts avec les « Invisibles », une délégation du Sud-est se rend à Vintimille, en transport gratuit, afin de les soutenir et revendiquer la liberté de circulation et d'installation, ainsi que la gratuité des transports.

A Vintimille, nous avions l'intention d'embarquer à bord du « Vintimille-Paris » de 20 heures afin de nous rendre à la manif du lendemain. À la gare, les 3.000 personnes attendent sans qu'aucun débordement ne soit à déplorer. Cependant la

ville est bien fliquée et pas mal de commerçants ont baissé les rideaux.

Jusqu'à 20 heures, nous attendons la mise en place du second train nécessaire à l'embarquement de tous. L'Italie a mis à disposition les wagons mais la SNCF refuse de filer la locomotive. Elle a transposé son départ en gare de Menton, où sont présent une bonne centaine de CRS, et de nombreux policiers issus du commissariat de Menton mais aussi de la Police aux frontières et des services de douane. Déjà dans la journée, tous les trains en provenance d'Italie subissent un contrôle d'identité.

Au lieu de nous décourager, sur le coup de 21 heures, nous décidons de rejoindre la frontière française à pied, dix kilomètres à pied sous une pluie battante. Le cortège est des plus déterminé et enthousiaste, nous en profitons pour apprendre un peu d'italien : « Europa senza confini » (une Europe sans frontière) et « Siamo tutti clandestini » (nous sommes tous des clandestins). A peine avons-nous parcouru les premiers kilomètres, nous apprenons que de nombreux renforts CRS se sont transportés à la frontière. La frontière est fermée, personne ne peut passer. Jospin a décidé de d'outrepasser Schengen au nom de la sécurité d'État.

Manœuvres policières, manœuvres politiques

Nous nous arrêtons à quelques centaines de mètres de là, à l'abri d'un tunnel. Les organisations décident d'envoyer une délégation pour négocier le passage. Un cordon est mis en place car pas mal de personnes souhaitent le face à face.

Toute la soirée les organisations feront tout pour calmer le jeu, n'hésitant pas à manier la désinformation « mille CRS », « des blindés », « la Légion serait mobilisée à Nice ». En contournant le cordon, nous avons constaté que même si le barrage était conséquent et quasi-infranchissable, les forces en

présence étaient loin d'être aussi nombreuse... La carotte est aussi maniée : « Incident diplomatique entre la France et l'Italie », « cellule de crise au PC harcelé par les Invisibles » (l'opération est soutenue par *Refondazione* et les Verts italiens), « la majorité plurielle sur le point d'imploser ». Après quelques heures d'attentes sous ce putain de tunnel humide, en plein courant d'air, la dispersion est à l'ordre du jour et s'opère dans le calme. Retour à pied à Vintimille, où nous arrivons à 5 heures du mat'. Amertume car il nous devient impossible de rejoindre Paris en transport gratuit.

Malgré tout, le bilan est loin d'être entièrement négatif. Par notre détermination, nous avons obligé la France à fermer sa frontière. Coïncidence révélatrice, nous avons appris le lendemain que une cinquantaine de FN avaient manifesté la matinée à la frontière de Menton pour protester contre « l'Europe-passoire ». Selon la gauche plurielle nous faisons le jeu du FN, pour le combattre, eux appliquent leur politique...

La France a refusé qu'une délégation pacifique se rende à Paris afin de défendre ses opinions. Il semble plus facile de ravager un ministère...

De même la question des transports gratuits a été posée lors de notre voyage en France. Cela rejoint la problématique de la liberté d'expression, la liberté de circulation, et l'accès à la culture. Comment chômeurs et précaires peuvent-ils se déplacer et donc exprimer ces libertés en dehors du transport gratuit? Le camarade Gayssoit devrait réviser la différence entre libertés réelles et formelles... Quoiqu'il en soit nous nous rendrons par les mêmes moyens à Cologne, pour y défendre les mêmes idéaux.

Stéphan. - groupe Marius Jacob, CAE Marseille

Par ailleurs des cars de militants allemands venus soutenir la lutte des sans-papiers ont été arrêtés à la frontière Alsacienne et n'ont pu entrer en France pour venir participer à la manifestation.

Fécondation assistée où la loi arrive s'arrête la liberté de l'individu

LE PROJET DE LOI SUR LA procréation assistée est en ce moment en discussion à la chambre des députés. Ce projet présenté par Marià Bolognesi (D.S.) avait déjà été revu à la baisse, avant d'être présenté à Montecitorio, pour chercher un accord avec la droite; il avait déjà éliminé les femmes qui vivent seules la possibilité d'accès à la seule banque de sperme, il avait exclu aussi les couples homosexuels et les couples formés depuis moins de deux ans. Mais tout ceci n'a pas été suffisant.

Mais le principal scandale a été l'approbation d'un amendement, proposé par la Ligue, mais Alleanza nazionale en avait présenté un identique, qui prévoit la défense des droits de l'embryon, mettant ainsi à bas le pivot idéologique de la loi 194 sur l'interruption de grossesse qui privilégiait le choix de la femme. C'est-à-dire que ce n'est plus la femme qui décide de son propre corps, elle devra apprendre, pour citer les mots de ces nouveaux prêtres « à accepter la vie » c'est-à-dire à subordonner ses propres choix non seulement au mari mais aussi à l'enfant non encore né.

Le mouvement pour la vie lui-même n'y était pas encore parvenu! Si ce projet venait à être approuvé, il y aurait donc deux lois (celle-ci et la loi 194 sur l'avortement) ouvertement en contradiction. De là à proposer l'abolition de la loi 194, il n'y a qu'un pas.

L'accord sur les différents articles de cette loi s'est opéré transversalement aux différentes forces des partis, démontrant encore une fois, si besoin était, que droi-

te et gauche sont des mots sans valeur, démontrant aussi que l'esprit cléricale et fasciste est encore très fort.

Aucun combat de liberté ne pourra jamais trouver place au Parlement. Cette loi n'est pas autre chose qu'un contrôle du comportement social, une autre attaque des possibilités pour la femme de décider par elle-même si, quand et avec qui avoir des enfants.

Et qu'on ne vienne pas dire qu'ils veulent nous protéger des excès de la technologie ou du sombre « marché libre ». Les cliniques privées depuis toujours font du profit sur le corps des femmes et des hommes en amplifiant et souvent carrément en inventant des problèmes de santé.

Une alliance droite-gauche

N'oublions pas que le problème de la stérilité a souvent été associé par les médias et par les « études médicales qui font autorité » au mode de vie choisi par les femmes, imputant au fur et à mesure les causes au stress du travail (mais pourquoi ne retournez-vous pas à la maison si vous voulez des enfants?), aux vêtements trop étroits... N'oublions pas non plus que, d'après des enquêtes effectuées en Grande-Bretagne sur plus de 17.000 femmes, il apparaît que 91% des femmes sont enceintes après 96 mois d'attente. Mais la stérilité continue à être souvent utilisée comme un autre moyen pour « médicaliser » les femmes.

Cette loi exprime une nouvelle fois la peur qu'à le pouvoir de la force procré-

trice de la femme. Le sexe est considéré comme une arme dangereuse, ruine pour la famille, instrument de Satan. Et l'on sait depuis longtemps que les femmes sont des alliées de Satan.

Donc si la procréation devait être une possibilité réservée aux femmes mariées ni trop jeunes ni trop âgées, naturellement rigoureusement hétérosexuelles, elle serait sous le contrôle du mari et de l'État.

Très significative aussi, l'élimination du projet de loi de l'insémination hétérologue (c'est-à-dire avec du sperme donné par un étranger). L'enfant qui naîtra appartiendra au père: donc le père biologique doit être aussi le père légal. L'enfant n'a pas besoin de gens qui l'aiment mais d'appartenir à un père et à une mère « certifiés ».

Une nouvelle fois, par cette loi, l'État veut fixer ce que les hommes et surtout les femmes peuvent faire, ils veulent fixer ce qui est meilleur pour l'enfant à naître, imposer discrimination et contrôle.

Entendre les hommes politiques d'Alleanza nazionale et de la Ligue parler de « nécessité d'éthique » serait ridicule si les conséquences n'en étaient pas ensuite tragiques. Que savent-ils de l'éthique, de la responsabilité? Ils parlent de respect pour l'enfance, de valorisation de l'embryon et puis ils tolèrent que des milliers d'enfants vivent dans des conditions inhumaines. Ils ne permettent pas aux femmes seules d'avoir « par choix » un enfant d'un donneur inconnu, et ce sont les mêmes qui préconisent que la femme poursuive sa

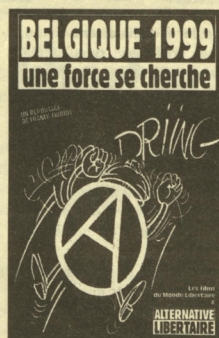
En Belgique, laboratoire privilégié du social-libéralisme musclé (après avoir été celui de la social-démocratie molle), depuis 25 ans, un petit groupe rassemblé autour du journal *Alternative libertaire* parie sur la vie, contre l'hiver social, et relie obstinément la mémoire des luttes passées à l'écho frémissant du nouveau mouvement de résistance...

Le document brut que nous livre Franck Thiriot dans ce reportage vous propose une plongée dans la vague montante de cet élan d'insoumission inattendu, dont la surprenante énergie rend au mot espoir toute sa signification.

Parmi eux, compagnon des bons et des mauvais jours, le journal *Alternative libertaire* fraie son chemin, ouvrant la voie à ceux qui, révoltés, attendent un signal pour oser empoigner la réalité.

Nonante minutes de témoignages étonnants, fruits d'expériences multiples et d'histoires différentes... qui convergent vers la même évidence: il faut changer le monde avant qu'il ne nous écrase!

Belgique 1999. Une force se déchaîne. Les Films du *Monde libertaire* et *Alternative libertaire*. 90'. 80 F. en vente à la librairie du *Monde libertaire* (88 F port compris)



grossesse même si celle-ci est le résultat d'un viol.

Ils parlent de vie en commun comme de situation « d'instabilité », ils s'étonnent du fait que des milliers de femmes ne veulent pas se marier... L'État ne peut légitimer le fait que l'amour soit un acte libre, aussi parlent-ils de la nécessité pour l'embryon d'un père certifié et d'une mère mariée: l'amour pour eux a besoin d'un tampon officiel.

Cette loi sera certainement approuvée avec ces amendements proposés par la droite car pour l'État, il est hors de question qu'une loi vienne sanctionner la suprématie de la fertilité des femmes. Une loi qui permette à la femme de pro-

créer indépendamment de la présence ou de la fertilité d'un homme à ses côtés. Il ne pourra jamais permettre et légaliser la possibilité de devenir mère de son seul choix conscient.

Encore une fois, c'est seulement avec une large mobilisation des femmes que pourra se construire un mouvement qui rassemble autour de lui tous ceux qui, même de sensibilités différentes, pensent que c'est l'individu qui doit décider de lui et de son destin et qu'aucun Dieu ne puisse décider à notre place.

Parce que l'État italien sera toujours fondé sur la famille catholique mais nous non.

Rosaria (Umanità nova)

CINÉMA

Vivre au paradis. Boualem Gerdjou

ADAPTATION D'UN LIVRE autobiographique de Brahim Benaïcha, (1) le film *Vivre au paradis* trouve sa dynamique propre. Il situe son récit dans le bidonville de Nanterre, raconte simplement les dures journées des manifestations d'octobre 1961 où les Algériens manifestaient pacifiquement et silencieusement contre la guerre d'Algérie et le couvre feu qui leur était imposé. Le lendemain du 17 octobre des cadavres des Algériens flottaient sur la Seine. Des centaines d'Algériens étaient emprisonnés et beaucoup de familles cherchent encore les traces de leurs disparus. Ces événements historiques ne sont pas au centre du film. Boualem Gerdjou s'attache à un personnage, Lakhdar, littéralement habité par Roschdy Zem, à son histoire. Lakhdar veut faire venir sa famille, trouver un logement décent. Alors qu'il patauge dans la boue et habite une baraque sommaire, il croit pouvoir résoudre son problème tout seul. En contrepoint il y a le portrait de sa femme, venue d'Algérie avec les deux enfants, d'abord déçue et terrorisée qui va finir par sauver tout le monde du désastre. Fadila Belkebla joue cette femme blessée et courageuse avec finesse et beauté. Le film met côte à côte des solidarités et des engagements. Il ne juge pas et laisse venir les choix, après avoir traversé les épreuves. Seul le film de Okacha Toutia Les sacrifiés avait parlé avec



force de ces années noires. Okacha nymes est radicalement contemporain. Ainsi le film apprend aux Français et aux Algériens un pan d'histoire refoulée parce que trop douloureuse. **Heike Hurst (Fondu au Noir)** (1) éd. Desclées de Brower

copinage

Claire chantera le lundi 12 avril à 20 h 30 au théâtre Clavel (Paris 19^e). Rés. : 01 43 84 70 04. prix : 100 F et 80 F.

Pierre Louki chantera le samedi 10 avril à 20 h 30 à l'Espace Français Mauriac, 51, av. du Gal Leclerc à Sevran (93).

Elisabeth chantera le lundi 12 avril à 20 h 30 à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine (Paris 9^e). Rés. : 01 39 72 94 80. Places à 50 F (70 F le soir du spectacle).

TÉLÉ La guerre civile d'Espagne (suite) John Blake et David Hart

LE TROISIÈME VOLET DE CE documentaire en six parties que nous propose la cinquième, le samedi matin à 8 h 30 traite des interventions étatiques extérieures au conflit, des brigades internationales et enfin de la résistance du peuple basque avec le drame de Guernica. Il est toujours agréable d'entendre et de voir un documentaire sachant rappeler les places que se donnent les gouvernements dans ce conflit. Hitler promettant à l'Angleterre de ne pas intervenir et envoyant deux jours après le soulèvement une escouade d'avions lourds pour transporter l'armée d'Afrique du nord en Espagne, Musolini offrant ses bombardiers à Franco, l'Angleterre se cachant derrière son « il ne faut pas s'en mêler », et puis Léon Blum, avec son « pacte de non intervention en Espagne », signé par tous les États pour mieux être violé le lendemain.

Enfin, Staline, apparaissant comme le pilier du soutien à l'Espagne alors qu'il ne s'agissait pour lui que d'une affaire commerciale (l'or de la banque d'Espagne pris le chemin de Moscou) et surtout d'une volonté politique de casser une révolution populaire et anarchiste qui se faisait hors de son pouvoir. Les brigades internationales (40 000 hommes) allaient être le point d'orgue de cette intervention communiste. Et pourtant, quelle sincérité dans les paroles de ces communistes Italiens, Allemands, Anglais, partant se battre pour le « prolétariat international » et qui, pour les survivants, verront leurs rêves se terminer dans les camps stalinien (voir le documentaire de Ute Böner et Gérard Endres, « Les brigades internationales » et surtout « Les Italiens dans la guerre d'Espagne ». Au passage, nous est ressorti l'éternel refrain de « la nécessaire militarisation des milices » par Narciso

Julien, officier communiste espagnol : « Ils (les brigades) nous ont appris des choses essentielles, ce qu'est la discipline, ce qu'est une armée. Jusque là nous étions une milice, pas une armée régulière ». L'allusion de ce commentaire à « certains anarchistes » craignant que la révolution ne soit récupérée par les communistes, est plus que douteuse. En réalité, les compagnons espagnols considéraient à juste raison que la militarisation sonnerait la fin de la révolution. La « Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937, par un incontrôlé de la colonne de fer », reste à ce titre l'analyse la plus lucide de la dérive stalinienne liée à la militarisation. Enfin, il nous est rappelé le tragique sort de la petite ville de Guernica et ses 7000 habitants qui périrent écrasés sous 50 tonnes de bombes. Le témoignage, 45 ans après, de Karl von Knauer, commandant l'escadrille de la légion Condor est un sommet d'ignominie : « Cela (Guernica) n'a eu aucune conséquence sur ma vie. Je n'ai fait que mon devoir de soldat. J'ai exécuté les ordres. Et puis, le vent traînait les bombes vers les champs on ne pouvait donc atteindre le pont et les maisons ». Sans commentaire...

Jean-Claude Richard
groupe Henry Poulaille

Samedi 3 avril à 8 h 30 : Victoire et défaite

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

samedi 3 avril à 21 heures :

Contre courbe : Gustave Courbet, le réalisme, l'engagement d'un artiste sous la Commune.

mercredi 7 avril à 14 heures :

Le Manège : avec Frédéric Richaud, auteur de « Monsieur le jardinier ».

à la petite semaine

La guerre nécessaire racontée à ma fille

D'un côté, tu vois, il y a les méchants, les vilains, les Serbes. Dans leur pays, c'est la dictature, et maintenant ils veulent annexer une région en massacrant ses habitants, qui appellent au secours. Et puis, de l'autre côté, il y a les bons, les Américains et les Européens, les démocrates. C'est pour empêcher que les méchants tuent les gentils et prennent leurs maisons, et pour que la Serbie devienne une démocratie, comme nous, qu'il y a la guerre. Il faut défendre la liberté contre les tyrans partout dans le monde. C'est un impératif moral et une exigence humanitaire, tu comprends ?

— Et Pinochet, papa, c'était pas un dictateur ?

— Si, bien sûr !

— Alors pourquoi les Américains ils l'ont toujours soutenu ?

— C'est compliqué tu sais, c'est que...

— Et la Chine qui annexe le Tibet, c'est pas une dictature aussi ?

— Si, bien sûr !

— Alors, pourquoi, la veille des premiers bombardements en Serbie, les Américains et les Européens ont rejeté à l'ONU une motion de censure portant sur le non-respect des droits de l'homme là-bas, alors que l'année écoulée a été la pire depuis longtemps dans ce domaine ?

— C'est pas si simple, tu sais...

— Si les bons empêchent les méchants de massacrer partout dans le monde, pourquoi ils ont permis le génocide des Tutsis sans rien faire, et l'extermination des Kurdes, et puis aussi...

— Dis donc, si tu allais te coucher maintenant !

Floréal

LECTURE

La lutte des classes au shtetl

L'ouvrage dont il est ici question était paru il y a quatre ans chez un éditeur aujourd'hui défunt. Il vient d'être réédité (1). L'auteur, ancien collaborateur du journal anarchiste juif new-yorkais *Di Freie Arbeiter Shtime*, propose la première étude d'ensemble sur ce mouvement socialiste connu sous le nom de Bund.

Né dans la clandestinité à la fin du siècle dernier, le Bund, ou Union générale des ouvriers juifs de Russie, Pologne et Lituanie, a proposé un développement original pour le socialisme et une approche particulière de la question nationale. À la fois parti et syndicat, le Bund animait les grèves dans les confins de l'ancienne Russie. Henri Minczeles nous donne à lire des récits de grèves et de luttes bien souvent méconnues. Parallèlement, une fois la phase terroriste achevée, le Bund a, en effet, été proche des nihilistes russes, et il lui a fallu faire face aux exactions antisémites et aux pogromes. Pour lutter, des groupes d'autodéfense furent créés. Dans les débats qui animaient le mouvement ouvrier en Europe centrale et orientale, ce parti occupa une place particulière.

En effet, contre les tenants de la social-démocratie et du bolchevisme, il défendit la notion d'autonomie culturelle. En cela, il partageait les positions des groupes anarchistes juifs.

Si la révolution de février avait laissé penser que de nouveaux espoirs étaient permis, la prise du pouvoir par Lénine et les bolcheviks vint vite les enterrer. Le Bund, lui aussi, fut démantelé et ses responsables emprisonnés. Reste que ce mouvement continua d'exister en Pologne. En butte à la répression et à l'antisémitisme latent, ce parti constitua la colonne vertébrale du mouvement ouvrier juif polonais, avant de disparaître, victime de la politique d'extermination des nazis.

L'histoire du Bund est à elle seule un résumé des drames de ce siècle. Deux de ses leaders, Henry Herlich et Victor Alter, furent assassinés sur ordre de Staline en 1942.

Marek Edelman dirige l'insurrection du ghetto de Varsovie et, ce représentant du Bund en exil à Londres se suicide lors de l'écrasement du ghetto de Varsovie, écrivant : « Par ma mort, je voudrais une dernière fois protester contre la passivité d'un monde qui admet et assiste à l'extermination du peuple juif. »

Le Bund est aujourd'hui défunt, victime de la haine successive et parfois conjuguée d'Hitler et de Staline. Il n'en demeure pas moins que pendant près d'un demi-siècle ce mouvement a tenté de faire cohabiter la liberté et le socialisme, et de résoudre le problème national par une approche fédérative. Un mouvement original, donc, et un livre particulièrement intéressant.

Thomas Colin

(1) *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, d'Henri Minczeles, Denoël, 1999, 446 pages. En vente à librairie du Monde libertaire, 165 F (+ 181 F port compris).

Hôtel IBIS: Centre de rétention

SAMEDI 20 MARS 1999, à 16h30, une trentaine de personnes du collectif Maloka et du Groupe Libertaire Dijonnais ont occupé l'hôtel IBIS situé place Grangier à Dijon, pour protester contre la collaboration du groupe ACCOR propriétaire de l'hôtel avec l'État lors de l'expulsion de sans papiers, certains hôtels IBIS en région parisienne servant de centres de rétention pour étrangers en situation irrégulière. L'occupation dura environ une heure, pendant laquelle des banderoles furent suspendues à la façade de l'hôtel (« Des papiers pour tous », « Hôtels IBIS = centres de rétention »), un fax énonçant les revendications faxées aux responsables parisiens du groupe ACCOR et le tract suivant distribué: « IBIS: Boîtes à dormir » et « Hôtels-prisons pour les étrangers ». Différentes actions contre le groupe ACCOR (qui possède les hôtels IBIS) ont déjà eu lieu, notamment le 23 janvier dernier à l'hôtel IBIS de Roissy: 300 personnes, à l'appel du Collectif Anti-Expulsions, envahirent cet hôtel transformé en zone d'attente.

Boycott du groupe ACCOR

Une campagne de boycott du groupe ACCOR a été lancée dans toute la France pour les raisons suivantes: À l'aéroport de Roissy, le premier étage de l'hôtel IBIS sert de zone de transit pour les étrangers venant d'arriver en France et à qui la police refuse l'entrée sur le territoire. Cet hôtel est transformé en véritable bunker et les étrangers en surnombre y vivent, selon plusieurs associations, dans des « conditions inhumaines de détention » (Le Monde, 23 décembre 98). L'année dernière, 2500 personnes y ont transité pour une durée maximum de 20 jours. Les zones d'attente de Roissy et d'Orly concentrent 99% des demandes d'asile formulées dans les aéroports français. Placés en détention dès

leur arrivée, « parqués comme du bétail » selon les dires même du Syndicat Général de la Police (Le Vrai Journal, février 99), les étrangers demandeurs d'asile sont souvent victimes de violences policières. Toujours dans Le Monde du 23 décembre 98, S. Julinet, responsable de l'Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Étrangers (ANAFE) – regroupant une vingtaine d'associations dont France Terre d'Asile, le Gisti, la Cimade et Amnesty International – annonçait que « les allégations de violences sont désormais systématiques après les tentatives de refoulement ».

Pour l'arrêt des expulsions!

Le premier étage de l'hôtel IBIS de Roissy ainsi que tous les autres centres de détention improvisés de l'aéroport sont donc de véritables zones de non-droit. Comble de la démagogie et de l'hypocrisie, la loi Quilès (6 juillet 92) sur les zones d'attente des ports et des aéroports prévoyait « d'assurer aux étrangers des prestations de type hôtelier ». Les hôtels IBIS appartiennent au groupe ACCOR qui possède également les hôtels Sofitel, Novotel, Mercure, Formule 1, ainsi que des sociétés de location de voitures (Europcar), des entreprises de restauration (Le Nôtre, Courte Paille), des compagnies de voyage (Wagon Lits, Carlson, Wagon Lits Travel qui participent également aux expulsions en louant à la préfecture des compartiments de train pour les sans-papiers et leurs escortes).

Nous exigeons la fermeture de tous les centres de rétention et l'arrêt des expulsions. Nous dénonçons la collaboration du groupe ACCOR (tout comme la SNCF et Air France) à la politique sécuritaire et barbare du gouvernement envers les étrangers. Boycotons ACCOR!

Maloka - groupe libertaire dijonnais

On croit rêver...

L'Histoire me sera indulgente car j'ai l'intention de l'écrire.
W. Churchill

Le pape n'arrête pas de réécrire l'Histoire. Après avoir béatifié le Croate Stepinac qui durant la seconde guerre mondiale n'hésita pas à soutenir le régime pro nazi oustachi. Il y a à peine un mois, Jean-Paul II a demandé à ce que Pinochet (l'ex-dictateur chilien responsable d'un coup d'État et d'une dictature qui causa la mort de 3000 opposants), ne soit pas extradé vers l'Espagne où il devrait être jugé. Le Vatican a carrément fait une demande officielle et écrite. Parmi les arguments avancés, il y a le fait que « en tant qu'ancien chef de l'État, Pinochet devrait être exempt de poursuite ».

Enfin l'Église rappelle que l'intérêt pour le peuple chilien, c'est de créer une grande réconciliation nationale. Ce qui veut dire « le pardon » pour le général Pinochet et ses soutiens... L'Église du Chili par exemple.

Mais il y a d'autres sujets où « la clémence divine » n'a pas lieu, où il n'est pas question de « réconciliation nationale » pour l'Église; bien au contraire... C'est le cas de la guerre civile d'Espagne.

Le pape Jean-Paul II vient de béatifier huit prêtres qui furent d'après lui « des martyrs de la République et des anarchistes ». Ils furent fusillés en 1936. Pour le pape, il s'agit bien de poser l'Église en pauvre victime innocente, ce qui permet aussi de condamner les régimes démocratiques. Car bien sûr, de par leurs engagements dans une institution qui créa la « Sainte inquisition », le soutien inconditionnel aux rois tyranniques d'Espagne, le soutien à la dictature de Primo de Rivera, puis celle de Franco. L'Église et ses prêtres ne peuvent apparaître que comme des « pauvres victimes », tombées « en martyrs, tel Jésus ».

On croit rêver...
Allons-nous laisser le pape réécrire l'Histoire à sa manière? Certes non! Une brochure intitulée « L'Église et Franco » a paru il y a un mois. Elle aborde le franquisme, Franco et ses relations avec les nazis et l'Église, l'Opus Dei, etc. Elle remet les pendules à l'heure en donnant des arguments politiques et historiques.

L'Église et Franco, 25 F (chèque à l'ordre de FA Kronstadt) à commander à Librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

Irak, Yougoslavie, et après? c'est toujours le peuple qui est du mauvais côté du fusil

UNE NOUVELLE FOIS, LE GENDARME DU MONDE EST À l'œuvre. L'OTAN s'arroge un droit d'ingérence, réclamé depuis des années par certains intellectuels, en dépit du droit international, lequel est d'ailleurs de toutes façons le droit du plus fort. L'ingérence humanitaire armée est appliquée non pas en fonction des peuples à disposer d'eux-mêmes et des logiques humanitaires, mais bien en fonction des intérêts supérieurs du capitalisme: voir par exemple le cas du peuple Kurde. Il y a peu de temps encore, seuls les pays communistes se permettaient des interventions militaires au nom de la « libération nationale ». C'est maintenant une coalition, l'OTAN, qu'est-ce que l'OTAN? Une organisation qui permet aux États-Unis de se servir des armées européennes pour effectuer leur sale besogne.

La justification humanitaire et démocratique ne peut convaincre que les protagonistes de l'opération qui ont besoin de se donner bonne conscience. Ceux qui aujourd'hui font croire à l'opinion qu'un raid aérien va arrêter les massacres, que l'OTAN arrêtera la purification ethnique sont ceux qui faisaient croire que la guerre du Golfe libérerait les peuples kurde, koweïtien et irakien du nouvel Hitler, un certain Saddam Hussein! Une nouvelle fois (après la présence des « casques bleus »), bien qu'ayant méprisé l'intervention extérieure, Milosevic n'aura plus qu'à remercier... Les multinationales préparent probablement déjà des propositions de contrats pour la reconstruction...

Nous constatons une fois de plus les conséquences désastreuses du nationalisme, du militarisme et de la xénophobie. Nous remarquons aussi que c'est le nationalisme et la xéno-

phobie qui, dans une autre mesure, engendrent le problème des sans-papiers, pour lesquels nous ne demandons pas l'intervention de l'OTAN mais celle du simple bon sens compréhensible par n'importe quel défenseur des droits de l'homme. La meilleure manière de libérer le peuple Serbe c'est d'aider tous ceux et celles qui s'opposent à Milosevic en Yougoslavie et au Kosovo. L'Europe – dont on parle beaucoup en ce moment – et ses gouvernements en particulier, ont toujours refusé d'apporter une aide réelle et efficace aux populations qui luttent (dans l'ex-Yougoslavie) contre le militarisme, le nationalisme et plus généralement l'oppression.

La Fédération anarchiste continue sa lutte contre les marchands d'armes, les militaristes et les nationalistes ici et partout ailleurs

Fédération anarchiste

Yougoslavie: la dictature des armes

suite de la première page

les scénarios des plus optimistes au plus catastrophiques, qui feront la substance des médias, seront du domaine du possible.

Milosevic le véritable ennemi de la Serbie

Si l'on ne peut pas masquer une certaine responsabilité des États-Unis qui veut renforcer son rôle de gendarme (ripoux) du monde, le président Milosevic est l'ennemi de son propre peuple. Il a entraîné son pays dans trois guerres, en Slovénie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, dont il est sorti vaincu. Il persiste dans sa logique guerrière au Kosovo comme s'il voulait rendre impossible toute cohabitation pacifique entre les populations de l'ancienne Yougoslavie. Pendant le

conflit croate, les Serbes ont du fuir la Krajina qu'ils habitaient depuis des siècles, actuellement c'est le Kosovo, les missiles et les bombes de l'OTAN. Milosevic est le spécialiste de la « purification ethnique » et c'est contre sa population qu'il se révèle le plus efficace. Il connaît la faiblesse des serbes qui se considèrent comme les mal aimés des Balkans, les parias de l'Occident. Sa démagogie nationaliste qui veut redonner la fierté à son peuple, a un succès, celui d'entraîner la majorité à ses côtés. Il peut compter sur une armée qui est marquée par l'héritage titiste. Sa force est une militarisation des civils sous forme de partisans. Chaque serbe en âge de porter les armes peut se transformer en soldat. Par hantise d'une invasion, son territoire et truffées de caches d'armes. Grâce à ces garanties, ce dicta-

teur n'a qu'un seul but celui de conserver le pouvoir par tous les moyens. L'attaque de la fédération yougoslave par l'OTAN conforte encore son pouvoir en présentant la Serbie comme une nation martyre.

La politique de Milosevic est désespérée, elle peut conduire à un émiettement des Balkans qui est la zone géopolitique la plus fragile de l'Europe. Peuple serbe ne vous laissez pas entraîner par la dictature des armes. En écoutant Milosevic et sa bureaucratie fasciste vous allez devenir par une dérive mortifère vos propres ennemis. N'oubliez pas: Milosevic n'est pas immortel. Quant il ne sera plus là, il laissera des hommes et des femmes meurtris dans une région ruinée.

Michel Sahuc. – groupe La sociale, (Montpellier)

A G E N D A jeudi 1^{er} avril

LYON: Débat sur **Le contrôle social de la sexualité** dans le cadre du café libertaire à 21 heures, librairie La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée), 1^{er}.

PARIS: Les éditions Reflex organisent une **rencontre avec Maurice Rajsfus**. Une discussion suivra la projection d'une vidéo d'entretiens « Dans la mêlée ». A 19 h 30 au CICP, 21 ter bd Voltaire (11^e).

samedi 3 avril

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Pierre Tevanian et Sylvie Tissot, auteurs du livre « Mots à maux. Dictionnaire de la lepénisation des esprits » à **16 h 30, 145, rue Amelot (11^e)**.

RENNES: Le groupe Sabate de la Fédération anarchiste organise une rencontre-débat avec Michel Auvray autour de son livre « L'âge d'or des casernes » à 20 h 30 au LAR, 9, rue Malakof (Tel: 02 99 67 92 87).

MARSEILLE: Le groupe Marius Jacob de la Fédération anarchiste organise un pique-nique anti-Mac Donald à midi à la Porte d'Aix. Pensez à apporter votre casse-croute!

samedi 10 avril

LYON: Débat sur **La réduction du temps de travail** à 15 heures, à la librairie La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1^{er}).